

Benjamin Stora

« Le mythe du grand décolonisateur »

Pragmatisme et préservation des intérêts de la France, tels sont, selon l'historien, les maîtres mots de la politique du Général en matière de colonies.

Le Point De Gaulle était-il dès le départ pour la décolonisation ?

Benjamin Stora Non, pas vraiment. C'était un nationaliste pragmatique qui n'avait qu'un seul intérêt : la grandeur de la France. Il l'a dit clairement en 1944 lors de la conférence de Brazzaville : il appartient à la nation française, et à elle seule, d'opérer des réformes de structure. Si réforme il y a, elle doit venir de la France. Mais sa stratégie par rapport à l'empire va se construire en fonction de l'évolution du monde et du rapport de force avec les Américains et les Soviétiques. De Gaulle est convaincu que la France doit s'appuyer sur son empire pour ne pas être évincée du groupe des grands États qui émerge dans l'après-guerre. L'empire, pour lui, est à la fois un outil de grandeur nationale et le lieu de reconquête du pouvoir. Il le pensait déjà en 1940, en pleine débâcle : la France n'était pas vaincue puisqu'elle avait encore ses colonies. C'est ce qu'il a opposé à Pétain, qui voulait demander l'armistice. Ensuite, à Londres, il comprend

que l'empire colonial français peut se disloquer sous la pression des Américains et des Soviétiques. Il est ainsi écarté par les Américains des décisions militaires de la conférence interalliée de janvier 1943 à l'hôtel Anfa, près de Casablanca, au Maroc : le président des États-Unis discute directement avec le sultan du Maroc, pourtant un protectorat français.

Mais, en 1944, a-t-il déjà un projet pour les colonies ?

Pour lui, il faut « tout changer pour que rien ne change ». Il faut trouver les moyens de faire évoluer leur statut pour que l'empire demeure et que la France reste grande. Il est pour une évolution progressive, qui doit commencer par l'octroi de droits aux « indigènes » afin qu'ils soient associés davantage à la marche de la nation française. Celle-ci n'en apparaîtra que plus civilisatrice. C'est ce qu'il dit en 1944 à Brazzaville et en 1945 au sujet de l'Indochine. Jamais, cependant, il ne prononce alors les mots « séparation » ou ●●●



ULF ANDERSEN/VALRIMAGES

Benjamin Stora, professeur à l'université Paris-XIII, est un spécialiste de l'empire colonial français et de l'immigration en France. Il est notamment l'auteur de *Mystère de Gaulle : son choix pour l'Algérie* (Robert Laffont, 2009) et de *De Gaulle et la guerre d'Algérie* (Fayard, « Pluriel », 2012).

●●● « indépendance ». Même en 1958, à Brazzaville*, son discours n'est pas encore indépendantiste. Il promet une autonomie dans le cadre de la « Communauté », dont le chef demeure le président de la République française. Et c'est pour cette Communauté que votent les Français en 1958.

Voulait-il reprendre la formule anglaise du Commonwealth ?

Le Commonwealth repose sur le self-government : les anciennes colonies se gouvernent comme elles l'entendent, mais appartiennent à une communauté d'égaux dont le chef est le monarque britannique. En 1944-1945, la France ne voulait pas de cette formule. La classe politique, dans son immense majorité, voulait l'assimilation. Cette notion de self-government n'apparaîtra comme une possibilité qu'en 1959, avec le conflit algérien.

La Communauté non plus ne va pas durer...

Oui, deux ans après la défaite de Diên Biên Phu, en Indochine, en mai 1954, qui est un choc terrible pour les Français, la Tunisie et le Maroc prennent leur indépendance. La même année, la loi-cadre de Gaston Defferre¹ donne la possibilité aux États africains d'accéder à une forme d'autonomie dans le cadre de la Communauté. Évidemment, ce glissement vers une indépendance possible de la plupart des colonies fait réfléchir de Gaulle.

Mais, en 1958, quand on le rappelle pour sortir du borbier algérien, que veut-il ?

Contrairement à ce qu'ont affirmé ses adversaires, dont les partisans de l'Algérie française, il n'avait pas de plan tout prêt.

Il a évolué en fonction des circonstances, des rapports de force avec les Algériens, mais aussi de ses rencontres. Il a ainsi beaucoup parlé avec Raymond Aron*, auteur en 1957 de *La Tragédie algérienne*, et avec la résistante Germaine Tillion*, qui l'ont influencé. D'où son coup d'éclat de juillet 1958 : il donne le droit de vote aux femmes algériennes. Puis en novembre de la même année, il donne l'égalité des droits aux musulmans et abolit le double collège*. Cela n'avait jamais existé. Il propose aussi « la paix des braves » et des négociations directes avec le Front de libération nationale*, le FLN, ce qui n'avait jamais été proposé. Mais les nationalistes algériens refusent la main tendue. Ils veulent d'autant plus l'indépendance qu'ils se savent soutenus par l'URSS et les États-Unis. On oublie ainsi souvent qu'en 1957 le sénateur Kennedy fait un discours où il réclame l'indépendance de l'Algérie...

Ce que propose alors de Gaulle, c'est une association, comme pour les États d'Afrique noire...

Il sait que la France est de plus en plus isolée sur la scène internationale. D'où son discours du 16 septembre 1959, essentiel, où, très habilement, il propose trois solutions : l'intégration – comme le désirait alors Jacques Soustelle*, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé du Sahara, des DOM-TOM et des Affaires atomiques –, mais il le sait, cette option n'est plus possible. Deuxième solution, l'association, comme pour les Africains, au sein d'une fédération. C'est le parti d'Albert Camus* et de Germaine Tillion. Troisième solution, l'indépendance. Il précise que ce n'est pas sa « préférence »,

« L'indépendance de l'Algérie, précise-t-il en 1959, n'est pas sa "préférence". Mais le mot est lâché pour la première fois, et cette parole fait l'effet d'une bombe. Même la gauche n'était pas pour... »



mais le mot est lâché pour la première fois, et cette parole fait l'effet d'une bombe. L'Algérie était un département français. Même la gauche n'était pas pour l'indépendance et demandait seulement « la paix en Algérie ».

Qu'est-ce qui l'amenait à penser que l'indépendance était possible ?

Il était venu en août 1959 sur le terrain observer les retombées du plan Challe*. Il avait fait la tournée des « popotes », comme il disait. Or ce plan qui visait à éradiquer la résistance armée, en raison de sa violence extrême et de ses succès sur le terrain, avait provoqué le basculement du côté du FLN de la majorité de la population du « bled », les campagnes, soit 80 % des Algériens musulmans. De plus, le Gouvernement provisoire de la république algérienne, le GPRA, était très actif sur la scène internationale, notamment à l'ONU, et en France, la Fédération de France du FLN, très bien organisée, pouvait provoquer des attentats. Enfin, l'immense majorité des Français n'avait qu'un désir, le retour du contingent. D'où sa décision de poser par référendum la question de l'autodétermination de l'Algérie le

8 janvier 1961. Elle sera approuvée par 75 % des suffrages exprimés en métropole et 70 % en Algérie. Le FLN va alors se dire prêt à entamer des négociations.

Pourtant, beaucoup se sont sentis trahis. Que voulait dire de Gaulle quand, à Alger, le 4 juin 1958, il lance son « Je vous ai compris » ?

Il s'adressait à toutes les composantes de la société algérienne. Il voulait leur dire qu'il fallait que tous les Algériens puissent vivre ensemble sur un pied d'égalité politique et sans haine. C'est le génie de cette phrase. Elle s'adresse à tout le monde et... à personne. De Gaulle avait le don des phrases et des expressions fortes.

Comme lorsqu'il évoque « le quarteron de généraux en retraite »...

Par exemple. En quelques mots, il disqualifie Salan, Jouhaud, Challe et Zeller, les généraux putschistes d'avril 1961. Or ce n'était pas des retraités. Et, contrairement à ce qu'on a pu dire, ils étaient suivis par les officiers. Ce n'est pas seulement le régiment de parachutistes de Zéralda qui s'est soulevé, mais plusieurs centaines d'officiers d'active, dont beaucoup ont été arrêtés, exclus de l'armée ou l'ont ●●●

« Je vous ai compris » : le 4 juin 1958, de Gaulle, nommé président du Conseil trois jours plus tôt, à la faveur de la crise algérienne, prend le parole depuis le balcon du siège du Gouvernement général, face à la foule réunie sur la place du Forum d'Alger.

●●● quitté volontairement. L'armée est restée marquée par cet épisode jusqu'à aujourd'hui. Mais cette phrase a fixé dans l'opinion publique l'image d'un petit groupe de « loseurs » pas très sérieux. Ce qui ne correspond pas à la réalité : si les appelés se sont rangés derrière de Gaulle, ce n'était pas le cas des officiers. Pour lui, les militaires ne comprenaient pas la politique et donc il fallait faire sans eux.

Se souciait-il du sort des pieds-noirs ? Et des harkis, ces Algériens musulmans qui ont soutenu l'armée française et dont beaucoup vont être exécutés après les accords d'Évian de 1962, qui ouvrent la voie à l'indépendance ?

Non. Quand Pierre Laffont, directeur de *L'Écho d'Oran*, vient le voir en 1960 et lui rappelle combien l'indépendance pouvait faire souffrir les pieds-noirs, il lui répond : « Eh bien, qu'ils souffrent ! » Quant aux harkis, il voulait éviter que la guerre ne gagne la France, or les harkis étaient une population plurielle : beaucoup étaient des paysans pauvres à qui on avait donné des armes ; d'autres, des combattants de choc, dont certains ont basculé du côté de l'Organisation armée secrète* et ont

soutenu le putsch des généraux. N'oubliez pas qu'il a été visé par plusieurs attentats, le dernier ayant lieu au mont Faron, près de Toulon, alors qu'il était avec sa famille.

De Gaulle était-il sensible à la souffrance des colonisés ?

Grâce à tous ses périple – Mexico, Phnom Penh, Québec –, il est apparu comme le défenseur des peuples avec des discours d'un tiers-mondisme décalé. Mais de Gaulle le « grand décolonisateur » n'est qu'un mythe. Il jouait surtout sur la fibre antiaméricaine. En 1966, il avait rompu avec l'Otan* et fermé les bases américaines en France. Se construit alors le mythe de l'homme qui a anticipé la décolonisation. Mais cet homme issu de la vieille bourgeoisie provinciale n'a jamais vraiment été sensible à la souffrance du Sud. Il ne s'est pas intéressé aux Européens d'Algérie, dont beaucoup étaient de condition modeste, aux harkis, aux Algériens musulmans au sens large. Ce qui l'intéressait, c'était les intérêts stratégiques de la France.

● **Propos recueillis par Catherine Golliau**

1. Alors ministre de la France d'outre-mer dans le gouvernement de Guy Mollet*.

DANS LE TEXTE

« Toutes les voies sont ouvertes »

« Grâce au progrès de la pacification, au progrès démocratique, au progrès social, on peut maintenant envisager le jour où les hommes et les femmes qui habitent l'Algérie seront en mesure de décider de leur destin, une fois pour toutes, librement, en connaissance de cause. [...]

Mais le destin politique, qu'Algériennes et Algériens auront à choisir dans la paix, quel peut-il être ? Chacun sait que, théoriquement, il est possible d'en imaginer trois. [...]

Ou bien : la sécession, où certains croient trouver l'indépendance. La France quitterait alors les Algériens, qui exprimeraient la volonté de se séparer d'elle. [...] L'Algérie étant actuellement ce qu'elle est, et le monde ce que nous savons, la sécession entraînerait une misère épouvantable, un affreux chaos politique, l'égorgeement généralisé et, bientôt, la dictature belliqueuse des communistes.

Mais il faut que ce démon soit exorcisé, et qu'il le soit par les Algériens. [...]

Ou bien : la francisation complète, telle qu'elle est impliquée dans l'égalité des droits ; les Algériens [...] vivant à tous les égards, quelles que soient leur religion et leur communauté, en moyenne sur le même pied et au même niveau que les autres citoyens et devenant partie intégrante du peuple français, qui s'étendrait, dès lors, effectivement, de Dunkerque à Tamanrasset.

Ou bien : le gouvernement des Algériens par les Algériens, appuyé sur l'aide de la France et en union étroite avec elle, pour l'économie, l'enseignement, la défense, les relations extérieures. Dans ce cas, le régime intérieur de l'Algérie devrait être de type fédéral. [...] Toutes les voies sont ouvertes. »

Allocution télévisée du 16 septembre 1959